



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
BP 80154
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 08 décembre 25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAVED

RD 139

Route de Mouliherne -Clefs

49490 Noyant-Villages

Références : EC-2025-576-INSP-SAVED-Lasse-RAP

Code AIOT : 0006302581

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement SAVED implanté RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVED
- RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Anjou Valorisation Énergie Déchets (SAVED), filiale du groupe VEOLIA, exploite depuis janvier 2005, à Lasse sur la commune de NOYANT-VILLAGES, une installation d'incinération et de valorisation de déchets non dangereux d'une capacité maximale de 120 000 t/an.

L'exploitation est réalisée dans le cadre d'une délégation de service public du Syndicat mixte

Intercommunal de Valorisation Et de Recyclage Thermique des déchets (SIVERT). Des projets sont prévus en 2024-2025 (projet ECOCIR avec des évolutions en vue de fournir de la chaleur fatale aux serres depuis l'usine (fumées, vapeur condensée), mise en place de la deuxième serre, mise en place d'une chaudière gaz pour prendre le relai lors des arrêts techniques avec une alimentation par du biogaz issu de méthanisation, développement d'une deuxième ligne).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Conformité incinérateurs IED
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Applicabilité de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1	Sans objet
2	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
3	Surveillance des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
4	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
5	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
6	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de ce contrôle, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'écart majeur à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes : 1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique

<p>3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;</p> <p>2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :</p> <p>a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;</p> <p>b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ; - plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ; - des déchets municipaux en mélange sont incinérés.
<p>Constats :</p> <p>Le site est régulièrement autorisé sous la rubrique 2771 à Autorisation. Depuis la visite, la situation administrative du site a été actualisée par arrêté préfectoral du 11/04/2025 pour acter la rubrique IED 3520 a).</p> <p>L'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est donc applicable.</p> <p>Le site dispose d'une unité de traitement par incinération comprenant un four à grille d'une capacité de 12,5 t/h sur la base d'un PCI des déchets de 2400 th/t. Ce four est équipé d'un brûleur d'appoint d'une puissance de 17,5 MW alimenté au fuel domestique. La capacité nominale de déchets incinérés, toutes catégories confondues, est de 100 000 t/an pour un débit horaire de 12,5 t/h. Cette capacité maximale peut être portée à 120 000 t/an pour un débit horaire de 15 t/h.</p> <p>Selon GEREP, la quantité de déchets incinérés en 2023 est de 118 519 t sur les 120 000 t autorisées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un mono flux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une mesure en continu du mercure :</p>

Un analyseur Hg a été installé sur le site. Le rapport mensuel d'autosurveillance du mois de novembre 2024 montre la présence d'une mesure mercure en continu.

Temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure

Le rapport mensuel d'autosurveillance du mois de novembre 2024 restitue le compteur indisponibilité mensuel de la mesure en mercure.

Fin novembre 2024, l'indisponibilité annuelle était de 8h30.

Dans le rapport annuel de l'année 2024, le temps d'indisponibilité du dispositif de mesure du mercure n'apparaît pas et pourra utilement y être ajouté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

Les PCB DL sont mesurés mensuellement pour l'échantillonnage à long terme.

Le rapport SECAUTO pour la période du 15/10/2024 au 14/11/2024 a été consulté. La concentration en PCDD/PCDF est de 0,0012 ng/Nm³, ce qui est inférieur à la valeur limite des mesures périodiques spécifiée dans l'arrêté du 12 janvier 2021.

Les PCB DL sont également mesurés une fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme. Les mesures réalisées en octobre 2024 par l'APAVE sont de 0,0013 ng/Nm³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment

lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

Liste des OTNOC :

L'exploitant dispose d'une liste des OTNOC avec les défaillances, causes/conséquences, fréquence, moyen de détection et actions mise en place. L'exploitant a indiqué avoir bénéficié du travail réalisé par le syndicat professionnel (FNADE).

Mesurage des polluants :

Des mesures de polluants sont réalisées dans les conditions d'exploitation autres que normales en particulier pour les polluants mesurés en continu.

Vu par sondage le rapport d'autosurveillance de novembre 2024 qui fait apparaître la mesure des paramètres suivis en continu en période R-EOT et en période NOC.

Le compteur OTNOC est reporté dans les rapports mensuels de surveillance (Vu rapport novembre 2024 avec compteur H1 annuel de 44h25).

Mesure au démarrage et à l'arrêt

L'exploitant a transmis :

- un rapport du 10/10/2023 de bureau Veritas relatif à des mesures des émissions atmosphériques lors d'une phase de démarrage du four ;
- un rapport du 25/11/2023 de bureau Veritas relatif à des mesures des émissions atmosphériques lors d'une phase d'arrêt du four.

Ces mesures seront à renouveler en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les

incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;
- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;
- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 04/12/2023, il a été constaté qu'une liste des OTNOC avec les défaillances, causes/conséquences, fréquence, moyen de détection et actions mise en place a été réalisée via un fichier "Excel" créé en juillet 2023. L'exploitant a indiqué avoir bénéficié du travail réalisé par le syndicat professionnel (FNADE)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constats :

Vu par sondage les rapports de suivi mensuels

Pour rappel, le champ d'application des VLE issues de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 est différent de celui des VLE issues de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 :

- les VLE issues de l'arrêté ministériel de 2002 sont à considérer lors des périodes EOT (temps de fonctionnement effectif) hors périodes NOC.
- les VLE issues de l'arrêté ministériel de 2021 sont à considérer lors des périodes NOC (conditions de fonctionnement normal).

Les VLE issues de l'arrêté ministériel de 2021 ont été reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/04/2025.

Le HF n'est pas mesuré en continu par dérogation inscrite dans l'arrêté préfectoral du site. La mesure est remplacée sur site par une mesure semestrielle comme le prévoit la MTD 4 qui évoque des mesures périodiques, position acceptable compte tenu d'un niveau des émissions de HCl stable et conforme aux NEA.

Type de suites proposées : Sans suite